

# « Bruxelles doit devenir une ville-région »

RÉGION BRUXELLOISE Le chef de file N-VA donne le ton pour la fête de l'Iris

► A l'occasion du 28<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la Région bruxelloise, Johan Van den Driessche détaille la position de la N-VA. ► Pour lui, la Flandre et la Wallonie doivent cogérer Bruxelles, au sein d'une Belgique confédérale.

## ENTRETIEN

**D**ans la foulée de l'ouvrage où Bart De Wever a réaffirmé son credo confédéral, son chef de groupe au parlement bruxellois détaille sa vision de Bruxelles.

**La fête de l'Iris, qu'est-ce que cela représente pour vous ?**  
C'est la fête des Bruxellois. La N-VA n'a rien contre Bruxelles ou les Bruxellois, elle est opposée à la façon dont la Région est gérée, à l'ancienne. Notre parti n'a rien contre une identité bruxelloise, composée de différentes couches : on peut être bruxellois, saint-gillois, flamand, belge, européen... Cette identité est importante car cela permet de s'identifier à l'endroit où l'on habite. Or, si on n'arrive pas à résoudre une partie des problèmes à Bruxelles, c'est précisément parce qu'il y a un manque d'identification à un endroit où l'on vit ensemble.

**Dès lors que vous parlez d'une « identité bruxelloise », pourquoi ne pas admettre, dans ce cas, l'importance d'avoir une Région bruxelloise à part entière ?**  
Parce que ce n'est pas à l'avantage des Bruxellois. La Région ne peut pas survivre seule. La composante flamande à Bruxelles est très importante, elle a une valeur ajoutée pour tous les Bruxellois. Pensez à l'enseignement, aux institutions culturelles. Les investissements de la Flandre à Bruxelles sont conséquents. Ne nous faisons pas d'illusion : si Bruxelles devient une Région autonome, indépendante, pourquoi la Flandre y investirait-elle en-

core ? Pour quel retour ?

Mais il n'est pas question d'indépendance de Bruxelles, juste d'une Région à part entière... Je me place ici dans la logique d'une confédération pour notre pays, c'est notre philosophie, vous le savez. Et dans ce cadre-là, une Région bruxelloise, entre les entités wallonne et flamande, n'est pas viable. Et puis le pays aura besoin d'une capitale : si Bruxelles veut tenir lieu de capitale de la Belgique, elle doit accepter que les deux grandes entités communautaires, la Wallonie et la Flandre, y jouent un rôle, c'est normal. Donner l'argent mais ne pas pouvoir s'occuper de Bruxelles, ce n'est pas possible.

**Expliquez votre schéma pour Bruxelles.**

Je vois une structure plus efficace. Les dix-neuf communes seraient fusionnées avec la Région. Une seule couche de compétences, avec des districts, comme Paris ou Anvers. Cela veut dire : beaucoup moins d'institutions. Et ce n'est pas un luxe. Pour nous, en exagérant un peu le trait, il y a aujourd'hui un tiers des institutions bruxelloises qui fonctionnent, un tiers qui ne fonctionnent pas et un tiers qui freinent les autres. On passerait, d'autre part, de 1.100 élus à 600. Enfin, la Région aurait plus de compétences. Aux compétences actuelles, on ajouterait l'impôt des sociétés, la concertation sociale, etc. Ce qui changerait encore, c'est que pour payer ses impôts et ses cotisations de sécurité sociale, les Bruxellois feraient un choix entre les systèmes wallon et flamand. Ce qui veut dire qu'on paye à une de ces deux entités, et qu'on en reçoit les avantages - pensions, sécurité sociale.

**Quel statut aurait Bruxelles ?**  
Une ville-région. Qui est la capitale du pays.

**Lequel est maintenu ?**

Dans nos statuts figure l'indépendance de la Flandre. D'accord. Mais nous sommes un parti démocratique. S'il n'y a pas de majorité pour l'indépendance, nous n'avons pas d'autorité. Mais avec notre vision pour Bruxelles, on résout probablement 80 % des problèmes qui se posent aujourd'hui.

**Pourquoi liquider le fédéralisme ?**  
Parce qu'on a deux démocraties, flamande et francophone. Du point de vue socio-économique comme des opinions publiques, il y a de grandes différences. C'est peut-être une comparaison exagérée, mais faisons-la quand même : supposons que l'Union européenne est composée de l'Allemagne et la Grèce, et que la Grèce arrive à bloquer l'Allemagne... On vit dans une situation où les deux grandes entités se prennent en étau. Personne ne peut bouger.

**Mais les francophones ne veulent pas de votre projet. Ils veulent que Bruxelles soit une Région.**  
Les choses peuvent changer. Personne ne croyait que le Mur de Berlin allait tomber. Même le fédéralisme, que tout le monde défend aujourd'hui... Cela n'a pas toujours été une évidence...

**Les parlementaires bruxellois seraient élus à Bruxelles ?**  
En fonction du fait que l'on choisit le système flamand ou wallon - en social et en fiscalité, je l'ai dit -, on vote pour le parlement flamand ou le parlement wallon, ce qui est logique, puisqu'on « paye » pour cet « Etat » wallon ou flamand. En résumé : il y a 70 députés bruxellois, 55 francophones, 15 flamands.

**Les francophones de Bruxelles ne veulent pas de la fusion des communes - leur disparition donc - avec la Région, ils pensent que la représentation des francophones serait affaiblie, car le poids flamand est nettement plus élevé à la Région...**

Ceux qui disent cela veulent garder leur pouvoir, leurs mandats. Pourquoi ce qui est possible à Paris, Londres, Amsterdam n'est pas possible à Bruxelles ? Il faut vraiment 19 communes pour avoir une bonne gestion ? 19 systèmes de carte de riverain ? Il faut vraiment cela ?

**La crainte, côté francophone, c'est que la N-VA bloque les institutions aux prochaines élections.**  
Pourquoi agirais-je contre Bruxelles ? Je suis Bruxellois. Je ne veux pas bloquer les institutions mais améliorer leur fonctionnement dans l'intérêt des Bruxellois

**Bruxellois mais, comme vous l'expliquez, contre la conception de la Région bruxelloise...**  
Selon moi, ce sont les gens qui sont contre un grand changement dans les structures bruxelloises qui, en réalité, sont contre les Bruxellois. ■

Propos recueillis par  
DAVID COPPI  
BERNARD DEMONTY

## Johan Van den Driessche

Né à Bruxelles en 1953, Johan Van den Driessche a travaillé comme fiscaliste international chez KPMG. Il a également enseigné à la Vlaams Economische Hogeschool. Il est actuellement administrateur indépendant de plusieurs sociétés. En 2012, la N-VA lui demande d'être tête de liste pour les élections communales à Bruxelles-Ville, où il est élu. En 2014, il est élu au parlement régional bruxellois. Il y est chef de groupe N-VA.

## ANALYSE

### Peur et piège

Une ville-région dans une Belgique confédérale ? La vision de la N-VA pour Bruxelles est certes décalée par rapport au discours dominant : les partis francophones, voire les partis flamands, jusqu'à nouvel ordre, voient une Région à part entière dans une Belgique fédérale. Mais il faut la prendre au sérieux. Parce que la N-VA est, de loin, le plus grand parti en Belgique, héritière d'un mouvement flamand représentant une tendance lourde. D'où l'intérêt de cette clarification, celle du chef de groupe N-VA, qui joue cartes sur

table. Autant savoir.

Il n'y a pas de quoi trembler pour autant. La N-VA, dans l'opposition à Bruxelles, où elle représente peu de chose électoralement jusqu'à présent, n'a pas gagné la partie. Et le propos du nationaliste flamand trahit d'ailleurs une peur, celle de voir les Bruxellois francophones ET flamands être de plus en plus attachés à leur Région, de voir s'affirmer une identité bruxelloise. D'où ce commentaire étonnant, cette mise en garde extrême qui cache mal un aveu d'impuissance, une crainte de perdre le match : « Si l'identité bruxelloise, une chose positive en soi, devait évoluer vers une sorte de nationalisme bruxellois, nous finirions par avoir un

*séparatisme bruxellois, et c'est cela qui conduirait à une scission du pays, bien plus que les idées autonomistes en Flandre... »* Gonflé de la part d'un séparatiste (article 1 des statuts de la N-VA) ! Pour le reste, qui peut douter que le schéma de cogestion de Bruxelles, sous son aspect de bon sens, est un piège pour les francophones ? En forçant les Bruxellois à choisir la Sécu flamande ou wallonne, la fiscalité flamande ou wallonne, le projet planifie la domination du Nord sur Bruxelles, une étape avant l'indépendance d'une Flandre qui exercera sa tutelle sur Bruxelles. Inacceptable. Onanvaardbaar.

D.CI ET B.DY

## le stade « Il faudrait un miracle, ou deux... »

**Le stade à Bruxelles, vous n'en voulez pas.**

*Nous ne sommes pas contre la création d'un stade par principe, nous savons que cela peut générer de l'activité économique mais ici, que s'est-il passé ? Deux personnes ont pris les options de départ, MM. Courtois et Vanhengel, et tout était dit. La discussion globale sur le projet n'a jamais eu lieu au parlement régional ou au conseil communal de Bruxelles-Ville. Pas de transparence, pas de bonne gestion. Tout s'est joué en coulisse.*

**Quant au projet, quelles sont vos préventions ?**

*En tout cas, le stade est démesuré. Pour Anderlecht comme pour l'équipe nationale. La seule justification, c'est de pouvoir organiser le match d'ouverture de l'Euro 2020... Mais même cet argument ne tient pas, l'UEFA a précisé qu'un stade de 60.000 personnes, ce n'était pas obligatoire.*

*En plus, on a promis au départ que le stade ne coûterait pas un euro au contribuable ; dès lors, on a donné beaucoup de moyens à la société Ghelamco afin d'équilibrer ses frais dans l'opération, par exemple avec la possibilité de bâtir un campus tout autour, ce qui a conduit notamment à prévoir la construction d'un parking souterrain qui coûtera très cher... Donc le coût a augmenté de manière exponentielle. Ajoutez qu'en prévoyant un accroissement d'activité autour du stade, qui nécessitera d'employer environ 4.800 personnes sur le site, cela accroîtra le besoin en transports, le trafic sur le ring, etc.*

**Conclusion : le stade ne verra pas le jour ?**

*Le talon d'Achille, c'est la conformité avec les règles d'aménagement du territoire en vigueur en Flandre.*

**Malgré tout, le projet est-il adaptable ?**

*Mais il faut se poser la question : pour qui construit-on un stade ? Pour Anderlecht ? Non. Pas évident pour eux de s'installer dans un endroit loué. Pour l'équipe nationale ? Ils préféreraient jouer dans différents stades, car plusieurs villes et plusieurs clubs pourront tirer bénéfice de l'événement. Le championnat d'Europe 2020 ? On ne va pas y arriver. Il faudrait un miracle, peut-être deux...*

**Au fond, la N-VA, indépendantiste, ne veut pas d'un stade dit « national »... Vrai ?**

*Rien à voir. Le problème, pour nous, c'est l'absence de transparence et de bonne gestion. Du reste, faut-il un stade « national » ? C'est le cas seulement pour deux pays en Europe, la France, avec le Stade de France, et la Grande-Bretagne, avec Wembley. On aurait dû avoir une discussion ouverte à ce sujet. ■*

Propos recueillis par  
D.CI ET B.DY